

Puissante grève des métallos belges

Mécontentement croissant en Tchécoslovaquie

Il y a un an les événements de Pologne et de Hongrie semblaient ne pas avoir fortement affecté la Tchécoslovaquie. Mais les informations qui parviennent de ce pays indiquent que dès cette époque commença un mécontentement qui, à présent, se développe considérablement en une lutte sérieuse à la fois au sein du PC tchécoslovaque et du pays lui-même.

Le gouvernement s'est senti contraint de procéder à une réorganisation de ses services de sécurité et du corps des officiers.

Il ne peut faire de doute que cette opposition comporte des courants divers et opposés entre eux. Il ne manque pas dans ce pays de forces réactionnaires. Mais, l'essentiel de l'opposition rappelle ce qui s'est passé l'an dernier en Hongrie et en Pologne. Des intellectuels, des écrivains ont exprimé des critiques de la politique du gouvernement, et aussi du gouvernement soviétique. Mais il se manifeste aussi une opposition ouvrière en Moravie et en Slovaquie principalement.

La direction du PC a lancé de nombreuses danses révisionnistes ». Le secrétaire du CC, menaces et des avertissements contre les ten-jiri Hendrych, à la session de juin, tout en parlant des « conséquences néfastes du culte de la personnalité », de « certaines fautes » du passé qui n'avaient pas encore été surmontées, a attaqué « les révisionnistes » qui demandaient « une liberté et une démocratie pure et intégrale » et qu'on trouvait « dans plusieurs cas parmi les rangs du Parti Communiste ».

Kopecky, vice-président du Conseil, critiqua l'Union des Ecrivains tchécoslovaques « pour n'avoir pas exprimé son désaccord avec les discours bien connus de Hrubin, Seifert, Kaplicky et autres (tous communistes) qui, au second Congrès de l'Union des Ecrivains tchécoslovaques, avaient dirigé tendancieusement leurs remarques contre le parti et le régime... Plusieurs de nos écrivains, par aberration petite bourgeoise, émettent aujourd'hui des grossièretés politiques et des insultes contre la classe ouvrière, l'Union soviétique et le socialisme. Quiconque pense que certains écrivains obtiendront le privilège de faire de tels discours politiques interdits à n'importe qui dans le pays se trompe. »

Il parla aussi des « vacillations de la part de certains membres de l'intelligentsia dans les moments critiques de l'an dernier » et du « silence mystérieux » de plusieurs membres éminents des Amis de l'URSS tchécoslovaques.

Ce genre de propos est désormais bien significatif. On peut faire toute confiance à de tels bureaucrates pour prendre la défense de la classe ouvrière contre des insultes! Ces bureaucrates s'identifient avec la classe ouvrière et toute critique dirigée contre eux devient une insulte aux travailleurs.

En tout cas, il n'est pas un seul Etat ouvrier où ne se manifestent les tendances à la démocratie dans le cadre des nouvelles formes sociales. La Tchécoslovaquie est un pays hautement industrialisé, dans lequel la classe ouvrière avait une forte tradition d'organisations ouvrières et de luttes pour les droits démocratiques. Déjà en 1953 il y avait eu des grèves en Tchécoslovaquie. Dans ce pays aussi la lutte ouvrière contre le régime bureaucratique se développera.

Tandis que la grève du bâtiment s'est terminée, toute la métallurgie belge est arrêtée depuis bientôt quinze jours.

Deux cents mille métallos mènent la lutte « avec un enthousiasme et une combattivité qu'on n'avait plus connu depuis des années », écrit l'organe socialiste belge La Gauche. Les grévistes réclament avant tout le « double pécule », c'est-à-dire que la deuxième semaine de congé payé soit payée le double comme c'est déjà le cas pour la première. Les patrons — qui se paient de bonnes vacances — ont délibérément provoqué la grève, recherchant l'épreuve de force, espérant qu'un échec des travailleurs pourrait être exploité pour s'en prendre plus largement aux conditions de travail.

Les métallos belges ont relevé le défi et reçoivent l'appui de l'ensemble de la classe ouvrière belge.

Le patronat cherche à attiser et à exploiter dans cette grève les divergences au sein du mouvement ouvrier. Tandis que le secrétaire adjoint de la FGTB, André Renard, dirigeant des métallos de Liège, est à la pointe du combat, et que le Bureau de la FGTB appuie les grévistes, le Président du Conseil, le socialiste Van Acker, subissant la pression des ministres libéraux, a attaqué la grève. Mais de nombreux organismes de base du PSB, des directions fédérales de ce parti et aussi des élus ont affirmé leur entière solidarité aux grévistes.

La grève des métallos belges dépasse le cadre de la Belgique. Après les mouvements des mois derniers en Allemagne et en Angleterre, c'est une partie des grandes luttes qui s'amorcent en Europe occidentale.

Les métallos de France soivent affirmer leur solidarité aux métallos belges.

Dans l'Espagne franquiste

La crise du régime franquiste s'accroît de jour en jour. Elle s'exprime plus particulièrement dans les luttes que les groupements et clans qui sont à la direction du pays se livrent entre eux pour soit conserver, soit récupérer la meilleure place dans l'Etat.

Rien ne saurait illustrer mieux la profondeur de la crise que l'attitude étalée récemment par cette caste des *intouchables* que sont les généraux espagnols. Bien qu'ils soient toujours les seuls et véritables maîtres du pays, ils menacent...

d'un coup d'Etat si la situation continuait son évolution actuelle vers « l'anarchie ».

« Il y a vingt ans — peut-on lire dans un tract diffusé en février dernier par une Junte militaire dite d'Action Patriotique — les Forces armées espagnoles se virent obligées d'intervenir pour arrêter un processus d'anarchie et de décomposition de la nation. Aujourd'hui, au bout du cycle d'une génération, il est à craindre que les événements ne poussent de nouveau la Communauté militaire — dépositaire de l'honneur national — à prendre une attitude résolue... pour défendre la patrie menacée. »

Si l'on en croit les généraux, cette menace viendrait surtout de la Phalange, accusée par la même occasion d'être responsable d'une politique « capitularde » (sic) qui a abouti « à l'abandon du Maroc » et à l'allocation « des bases militaires à une puissance étrangère amie », puissance qu'un jour il faudra déloger, ce qui « va poser un problème délicat ». Et les généraux de demander à leur chef Franco, qui est aussi le chef de la Phalange, la dissolution de celle-ci et de la JONS (Centrale syndicale).

Un autre échantillon de la crise que traverse le régime franquiste est constitué par les démarches des monarchistes « antifranquistes » et autres auprès des leaders républicains et sociaux-démocrates espagnols en exil en vue de mettre un terme à la situation « difficile » que connaît le pays.

Pour l'instant, les sollicités ont répondu aux monarchistes qu'ils sont toujours pour une « solution digne et pacifique » à la crise, mais qu'à la question « Monarchie ou République », c'est au « peuple souverain » de répondre au moyen d'une consultation électorale dont le résultat devra être respecté par chacun, quelles que soient ses idées politiques...

Autrement dit, les dirigeants socialistes espagnols ne s'opposeraient pas à la restauration d'une monarchie si cette monarchie est disposée à permettre... une opposition à Sa Majesté.

Cette politique capitularde devant des gens qui sont en quête de pompiers pour sauver leurs biens, se trouve alimentée indirectement par la politique du PC dont les dirigeants sont, eux aussi, pour l'Union nationale, l'Union des « bons Espagnols » contre le « mauvais Espagnol » Franco.

Les révolutionnaires qui militent dans le Parti Socialiste et le Parti Communiste espagnols doivent y mener une lutte pour imposer la constitution d'un front unique des organisations ouvrières pour le renversement du régime franquiste, ouvrant la voie à une solution prolétarienne de la crise de celui-ci.

ABONNEZ-VOUS

à « La Vérité des Travailleurs »
bi-mensuelle

- 6 mois: 12 numéros .. 300 fr.
- 1 an: 24 numéros 600 fr.
- Sous pli fermé, respectivement:600 et 1.200 fr

Réglez par mandat:

C.C.P. 6965-68 Paris

64, rue de Richelieu, Paris-2^e.

REGION BRETONNE

Pour toute demande de documentation ou discussion, adresser la correspondance à l'adresse suivante:
Fred ROSPARS

Plougasnou (Finistère)

LA VERITE DES TRAVAILLEURS

PERMANENCE

64, rue de Richelieu
PARIS (2^e)

RIC. 03-52 et la suite
Métro: Bourse

Semaine, de 17 h. à 19 h.
le samedi, tout l'après-midi